

BURKINA FASO

-----

Unité - Progrès - Justice

-----

ARRETE N°2014 - 428 /MDNAC/CAB  
portant délégation de signature du  
Ministre au Secrétaire Général du Ministère  
de la Défense Nationale et des Anciens  
Combattants.

-----

**LE MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE  
ET DES ANCIENS COMBATTANTS,**

- Vu la constitution ;
- Vu la charte de la transition ;
- Vu le décret n°2014-001/PRES-TRANS du 18 novembre 2014 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le décret n°2014-003/PRES-TRANS/PM du 23 novembre 2014 portant attribution du portefeuille de la Défense Nationale et des Anciens Combattants ;
- Vu le décret n°2014-004/PRES-TRANS/PM du 23 novembre 2014 portant composition du Gouvernement ;
- Vu la loi n°013/98/AN du 28 avril 1998 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction Publique et son modificatif n°019-2005/AN du 18 mai 2005 ;
- Vu le décret n°2008-788/PRES/PM/MFPRE/MEF/MATD du 12 décembre 2008 portant modalités de délégation de compétence dans les administrations publiques ;
- Vu le décret n°2014-337/PRES/PM/MDNAC du 06 mai 2014 portant organisation du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants ;
- Vu l'arrêté n°2009-0535/MFPRE/SG/DGFP/DGCE du 27 mars 2009 portant liste des **actes de gestion** des agents de la fonction publique dévolus aux présidents d'Institutions et aux Ministres et son modificatif n°2009-991/MFPRE/SG/DGFP/DGCE du 07 juin 2009 ;
- Vu la lettre n°2009-15/MFPRE/CAB du 21 avril 2009 du Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat à tout Président d'Institution et Ministre relative à la décongestion des actes ;

**ARRETE**

**Article 1 :** Le Secrétaire Général du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants reçoit délégation de signature pour les documents ci-après :



- les arrêtés de mise à disposition d'un département ministériel ou d'une institution des personnels Militaires et civils ;
- les arrêtés de bonification d'échelon pour décoration des personnels militaires et civils ;
- les arrêtés d'admission dans le corps des Sous-officiers de carrière ;
- les arrêtés de droit au bénéfice de la prime de qualification ;
- les arrêtés de droit au bénéfice de l'échelle de solde « B ou C » ;
- les arrêtés d'incorporation dans les Forces Armées Nationales ;
- les arrêtés de résiliation de contrat sur demande ;
- les décisions de permission de séjour à l'étranger des personnels militaires à l'exception du Chef d'Etat-Major Général des Armées ;
- les arrêtés d'avancement d'échelon des personnels civils ;
- les arrêtés de mise en disponibilité, de renouvellement ou mettant fin à la mise en disponibilité des sous-officiers de carrière et des personnels civils mis à disposition du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants.
- les arrêtés de mise en position de détachement, de renouvellement ou mettant fin à la mise en position de détachement des sous-officiers de carrière et des personnels civils mis à disposition du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants ;
- les arrêtés de suspension de fonction des personnels militaires et civils ;
- les arrêtés de levée de suspension de fonction des personnels militaires et civils ;
- les arrêtés de mise en position de stage de perfectionnement des personnels civils ;
- les arrêtés de remise en activité après le stage de perfectionnement des personnels civils ;
- les arrêtés de mise en position de stage de spécialisation des personnels civils ;
- les arrêtés de remise en activité après le stage de spécialisation des personnels civils ;
- les arrêtés de congé de maladie de courte durée supérieure à sept (07) jours et inférieure à trois (03) mois des personnels militaires et civils ;
- les décisions de congés, à l'intérieur comme à l'extérieur du Burkina Faso des personnels civils ;
- les décisions d'affectation ainsi que l'ensemble des actes de gestion des personnels civils mis à disposition du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants ;

- les décisions de mise en position de stage des personnels militaires et civils ;
- les décisions de prime d'ancienneté des personnels civils ;
- les décisions de congé de maternité ;
- les décisions de congé de fin de service des personnels civils ;
- les décisions de mise à la retraite des personnels civils contractuels ;
- les décisions d'engagement de personnels civils au profit des hôtels des officiers généraux ;
- les décisions d'affectation des personnels civils ;
- les décisions d'exclusion temporaire de fonction de seize (16) jours au minimum et de trente (30) jours au maximum des personnels militaires et civils ;
- les décisions de suspension de contrat de droit des personnels civils ;
- les décisions de renouvellement de suspension de contrat de droit des personnels civils ;
- les décisions de fin de suspension de contrat de droit des personnels civils.
- les ordres de mission à l'extérieur du Burkina Faso des personnels militaires et civils de la Défense, excepté le Chef d'Etat-Major Général des Armées ;
- les ordres de mission à l'intérieur du Burkina Faso des personnels militaires et civils relevant du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants ;
- les marchés publics et contrats signés sur le fondement de l'article 11 du décret n°2008-173/PRES/PM/MEF du 16 avril 2008 portant réglementation générale des marchés et des délégations de service public ;
- les correspondances et actes de gestion administrative adressés au Chef d'Etat-Major Général des Armées ;
- les correspondances et instructions adressées aux directeurs des services centraux rattachés ;
- les télécopies ;
- les textes des communiqués ;
- les autorisations spéciales (participation à certaines activités par des militaires) ;
- les autorisations administratives préalables pour exercer une activité privée de gardiennage ;
- les certificats administratifs ;



- les autorisations administratives ;
- les titres de permission des personnels militaires et civils relevant du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants ;
- les lettres de transmission et d'accusé de réception ;
- les lettres de recherches de financements ou de prélèvement de fonds.

**Article 2 :** Pour tous les cas susvisés à l'article 1, la signature du Secrétaire Général est toujours précédée de la mention « Pour le Ministre et par délégation, le Secrétaire Général ».

**Article 3 :** Le Secrétaire Général du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet pour compter de sa signature.

**AMPLIATIONS :**

Ouagadougou, le 09 décembre 2014.

- PM (ATCR)
- Tous Départements Ministériels
- CEMGA
- SG/MDNAC
- DCRH
- DCIM
- Direction Solde
- CARFO
- Diffusion générale
- Archives/Chrono



**Yacouba Isaac ZIDA**

Grand Croix de l'Ordre National